

Chères collègues, Chers collègues de l'enseignement obligatoire,

C'est unis que vos syndicats appellent à votre soutien !

Pour répondre aux besoins urgents de l'école d'aujourd'hui, le SSP et Formation Fribourg défendent quatre revendications ! Les témoignages individuels ne suffisent pas : ce n'est qu'ensemble que nous pourrons obtenir du changement dans notre école. Signez et faites signer !

<p style="text-align: center;">LE MOUVEMENT</p> <p>Comme décidé en assemblée intersyndicale le 16 mai 2024, les enseignant·es des degrés obligatoires s'unissent pour que leur école s'adapte à leurs besoins actuels, que leurs expériences soient considérées et que l'on réponde à leurs besoins et à ceux des élèves.</p>	<p style="text-align: center;">NOS REVENDICATIONS</p> <ul style="list-style-type: none">• Obtenir des unités de maîtrise de classe adaptées à la réalité• Obtenir une baisse des effectifs et/ou un renforcement du co-enseignement• Revoir le système d'aide• Former un groupe de travail pour intégrer les aspects pédagogiques et didactiques dans le projet EdNum
<p style="text-align: center;">NOS RÉOLUTIONS</p> <p>Plus nous obtiendrons de signatures, plus nous aurons de poids auprès des autorités. Grâce à vous toutes et tous, nous espérons récolter suffisamment de voix pour que le Conseil d'État nous entende. Nous sommes prêt·es à vous soutenir mais nous avons besoin de vos signatures !</p>	<p style="text-align: center;">MAINTENANT</p> <p>Jusqu'au 12 juillet 2024, signez et faites signer ces revendications à vos collègues de l'enseignement obligatoire. Sur les sites de vos syndicats, vous trouverez les formulaires à remplir en ligne ou à imprimer et renvoyer à l'une des adresses suivantes :</p> <p style="text-align: center;">lionel.roche@ssp-vpod.ch secretariat@spff.ch praesidium@ldf.ch presidence@amcoff.ch president@afpess.ch</p> <p>Formation Fribourg, Bildung Freiburg (FEDE), Boulevard Pérolles 8, 1700 Fribourg</p> <p>SSP Fribourg, Rue des Alpes 11, CP 525, 1701 Fribourg</p>

En apposant ma signature, je soutiens ces quatre revendications.

	Nom	Prénom	Établissement	Signature	Fonction
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					

À renvoyer à l'une des adresses suivantes : lionel.roche@ssp-vpod.ch, secretariat@spff.ch, praesidium@ldf.ch, presidence@amcoff.ch, president@afpess.ch,

Formation Fribourg, Bildung Freiburg (FEDE), Boulevard Pérolles 8, 1700 Fribourg,
SSP Fribourg, Rue des Alpes 11, CP 525, 1701 Fribourg **jusqu'au 12 juillet 2024.**

Revendications à la DFAC sous forme de résolution :

- Unité de maîtrise de classe : une attribution des unités de maîtrise de classe adaptée à la réalité et aux besoins de l'école d'aujourd'hui.

Les multiples modes de vie, la diversité sociale, la transformation numérique ainsi que l'évolution de l'école ont profondément changé le métier d'enseignant·e. L'éducation à visée inclusive et le plan d'étude romand (PER) ont été introduits comme des évidences, sans prendre en compte la complexité croissante des tâches des enseignant·es, en particulier des enseignant·es titulaires. Or, en raison des adaptations du programme selon le PER, des exigences de collaboration et de coordination avec tous les partenaires de l'école ainsi que des tâches administratives toujours plus élevées, le cahier des charges des enseignant·es est constamment en augmentation.

Dans les faits, ce n'est donc pas une « décharge » que les syndicats de l'enseignement demandent pour les enseignant·es de 1 à 11H, mais bien une unité de maîtrise de classe supplémentaire pour toutes et tous, afin d'absorber l'augmentation de nos tâches en lien avec l'évolution de notre métier.

- Co-enseignement/baisse des effectifs de classe : une réduction du nombre d'élèves par classe soit en diminuant les effectifs, soit en mettant en place le co-enseignement.

Afin de répondre aux exigences de la pédagogie universelle et de l'école à visée inclusive, il faut un encadrement adéquat. Les récents développements, tant à Fribourg que dans les autres cantons, montrent que l'école à visée inclusive n'est réalisable que si l'enseignant·e est véritablement disponible pour l'ensemble des élèves pendant toute la durée de l'école. Par conséquent, deux voies sont possibles pour répondre à cette exigence : la réduction des effectifs de classe et/ou le co-enseignement.

Les syndicats de l'enseignement demandent la mise en place d'écoles pilotes, tant au primaire qu'au secondaire, durant deux années scolaires. À l'issue de cette période, une évaluation indépendante permettant d'apprécier le travail des enseignant·es ainsi que les compétences acquises par les élèves doit avoir lieu.

- Revoir le système d'aide : un changement de paradigme dans la prise en charge de la classe et des élèves dans leur ensemble.

Afin d'offrir à chacun·e ce dont il ou elle a besoin en évitant le surdiagnostic et la stigmatisation de nos élèves, nous souhaitons trouver des solutions pour réduire les délais d'attente et optimiser les prises en charge. Afin d'utiliser judicieusement les ressources de l'école, nous voulons faciliter les démarches quant aux demandes de soutien, simplifier les formulaires, favoriser la collaboration entre spécialistes et titulaires, et clarifier les rôles de chaque partenaire de l'école. Afin d'adapter l'école aux besoins actuels de notre société, nous pensons qu'il faut donner les moyens aux acteurs·rices du terrain pour un enseignement différencié efficient en leur offrant des formations de qualité, en questionnant le système de prise en charge individuelle et le nombre d'intervenant·es dans les classes.

Les syndicats de l'enseignement souhaitent vivement relancer la discussion pour que l'école puisse accueillir le plus adéquatement possible tous les élèves en tenant compte de leurs besoins réels. Nous demandons un changement de paradigme qui envisage la classe dans son ensemble en sortant de la prise en charge individuelle.

- Éducation numérique : la création d'un groupe de travail autour des moyens didactiques et pédagogiques de la stratégie d'éducation numérique (EdNum) du canton.

À Fribourg, la stratégie EdNum suscite de fortes réticences du corps enseignant, des parents d'élèves et des défenseur·euses de l'environnement. Les syndicats de l'enseignement regrettent un projet trop coûteux, principalement centré sur l'équipement massif des élèves en ordinateurs portables et autres tablettes, sans toutefois prendre en compte les besoins réels des enseignant·es sur le plan pédagogique, didactique ainsi qu'au niveau des conditions d'enseignement (grille horaire, locaux, effectifs, etc.).

Alors que le Grand Conseil a décidé de rejeter ce projet lacunaire en décembre dernier, les syndicats de l'enseignement demandent à la DFAC de créer immédiatement un groupe de travail centré sur les enjeux pédagogiques du projet, en particulier sur sa plus-value pour les élèves et les enseignant·es.